

**Article : 1789-1799 vivre la Révolution dans la vallée de l'Hérault**

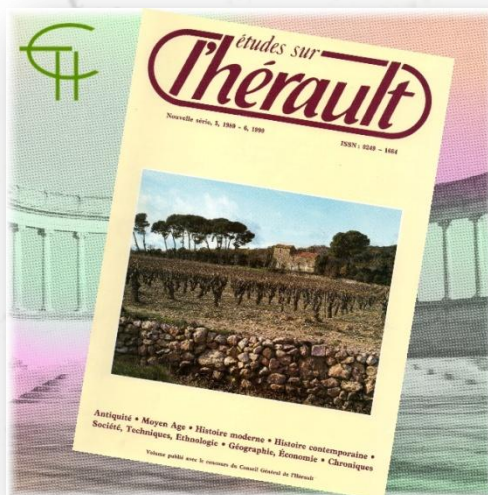
1789-1799  
vivre la Révolution  
dans la vallée de  
l'Hérault



Auteur (s) : ..... Geneviève GAVIGNAUD

Nombre de pages : ..... 2

Année de parution : 1990



# 1789-1799

## vivre la Révolution dans la vallée de l'Hérault

par Geneviève Gavignaud

Une vallée riche en villages, bourgs et villes de toutes tailles et de toutes convictions, aux intérêts contradictoires, un axe de communication par lequel circulent les hommes et les idées, les nouvelles et les rumeurs, bref, un « pays » où s'affrontent de 1789 à 1799 les forces de la Révolution et de la Contre-Révolution. Forces que traduisent, avec plus ou moins de violence selon les lieux, les clivages politiques qui s'instaurent à l'intérieur des municipalités, les révoltes armées qui se déchaînent contre les châteaux, les conflits religieux qui s'exacerbent jusqu'au schisme au sein de l'Église catholique. C'est dire combien les événements de la Révolution française martèlent l'histoire héraultaise et résonnent sur les lieux à l'heure du bicentenaire.

La vallée de l'Hérault a vécu au rythme de l'expansion économique des années 1760-70. Le travail des petites étoffes de laine, serges et cadis, était actif à Aniane ; les draps du Levant, londres et londrins, sortaient de Villeneuve et de Clermont. La situation s'est dégradée dans la décennie suivante et en 1789 l'avenir du textile héraultais paraît bien compromis, la concurrence est sévère, les faillites se multiplient. Le déclin industriel affecte l'ensemble de l'économie régionale. De proche en proche, il atteint les métiers annexes, artisans, commerçants, travailleurs en tout genre. Il retentit jusqu'au fond des campagnes où les paysans voient se tarir leur ressource d'appoint. Il se traduit par la faiblesse des affaires aux foires de Montagnac, Pézenas.

Les effets de la récession économique sont accentués par les hivers très froids qui se succèdent et compromettent les récoltes céréalières à une époque où le pain constitue la base de la nourriture et son prix le baromètre de l'ordre social. Or, même en année de récolte moyenne, les pays de l'Hérault n'assurent pas leur consommation de blé. Ils reçoivent les compléments du Toulousain par le canal du Midi, du nord par la vallée du Rhône, voire de Crimée par la façade méditerranéenne. Les dirigeants et responsables divers, de la province aux municipalités, sont particulièrement attentifs à l'état des subsistances.

Avec le printemps 1789, souffle en Languedoc un vent de liberté. Le roi a décidé de réunir les États généraux à Versailles, accepté le doublement du Tiers et le vote par tête, la province députera comme les pays d'élection. Les élections se déroulent dans le cadre des sénéchaussées, les sujets rédigent les cahiers de doléances afin que leur souverain juge de l'état de son royaume. Quelques « émotions populaires » éclatent à Sète (Cette), Agde, et dans le Biterrois mais sans lendemain. Montpellier se dote d'une légion dès le 18 avril, dans le souci du maintien de l'ordre. Du mois de mai au mois d'août, la « révolution municipale » ainsi amorcée prend corps dans d'autres lieux.

Elle se manifeste par la création de conseils permanents et de milices bourgeoises, double manifestation d'un besoin prioritaire de sécurité et d'un désir hâté d'émancipation de la tutelle

seigneuriale. Ambition qui s'appuie et se généralise après le décret du 11 août consignant les renoncements de la nuit du 4, dont l'abolition de l'organisation municipale héritée du passé. Chaque municipalité réagit à sa manière. Autant de cas, autant de modalités de transfert des pouvoirs municipaux, tant en raison de la diversité des situations existantes que de l'absence de législation. Deux principes animent cependant les patriotes : la recherche d'une nouvelle légitimité par l'élection au suffrage universel d'un comité, le maintien de la continuité par l'intégration des anciens consuls au nouveau corps municipal. La coexistence des nouvelles et des anciennes autorités n'est pas toujours facile. A Aniane, Saint-Pargoire, un comité est formé « dans les premiers élans de la liberté » en novembre ; il gère les affaires de la commune « concurremment avec la municipalité existante ». Les consuls ne reconnaissent pas « le nouvel établissement » et ne s'inclinent que « par crainte de se compromettre en persistant dans leur résistance ».

L'année 1790 est celle d'élections tous azimuts, municipales, départementales, judiciaires. Le renouvellement des conseils municipaux à l'automne s'effectue dans un climat tendu. A Clermont-l'Hérault, l'élection est cassée par le directoire du district parce qu'elle « a eu lieu sous la pression de la populace, sous l'effet de la force, de la violence et de l'insurrection ». Le directoire du département requiert l'envoi d'une compagnie du régiment du Médoc pour assurer le maintien de l'ordre lors de la reprise des opérations électorales. A Saint-Pargoire, des bagarres font un mort. Le maire et le procureur sont suspendus de leurs fonctions.

C'est à Aniane que « blancs » (patriotes) et « noirs » (aristocrates) se dressent face à face avec le plus de détermination. Villeveyrac s'enfonce dans le cocasse avec les hostilités déclarées au maire jets de pierres, chansons infâmes... Les autorités du district prononcent des inculpations contre les officiers municipaux, le procureur de la commune, le commandant de la Garde nationale qui « ont négligé les moyens que la loi leur a confiés pour maintenir l'ordre et la tranquillité ». 1790 se termine sur ce fond de querelles villageoises.

Le 26 juin 1791 le bruit se répand de la fuite du roi. Il suscite un prompt courant de violence dans le polygone Montpeyroux, Arboras, Saint-Saturnin, Saint-Félix. Des élections primaires se déroulent alors et l'assemblée du canton se tient à Montpeyroux lorsqu'un gendarme national annonce « Aux armes citoyens, le roi a été enlevé ». Le thème du complot ainsi réactualisé, il devient urgent de s'armer. Sur-le-champ, habitants de Montpeyroux et d'alentour se dirigent vers le château de la Dame d'Axat afin de s'emparer des armes qu'il pourrait contenir. Tandis que les officiers municipaux proclament la loi martiale, l'émeute se prolonge jusqu'au 27. Avec la bibliothèque, sont brûlés les titres féodaux ayant survécu à la nuit du 4 août.

Rancœurs et représailles ? Rumeurs et paniques ? Fièvre et exutoire de violence ? Le château de Montpeyroux est mis à sac.

De Montpeyroux la nouvelle passe à Saint-Saturnin. Dès l'après-midi du 26 la mobilisation de la population est décrétée par le maire plus ou moins contraint de procéder à la recherche des armes dans les châteaux du voisinage (Arboras, Saint-Félix, Jonquières). Une bande de Saint-Saturnin marche sur Arboras. L'expédition tourne au pillage du château, en dépit de l'opposition manifestée par la municipalité du lieu. Les autorités réagissent vivement, la municipalité de Clermont rappelle les droits sacrés de la propriété, plusieurs communes proposent une alliance défensive contre « les ennemis du bien public ». Ces attaques de châteaux évoquent la Grande Peur de 1789 qui avait déferlé dans les régions septentrionales et qui avait épargné le Bas-Languedoc.

Au moins autant qu'au droit de propriété, les populations paysannes sont attachées aux droits immémoriaux qui leur confèrent jouissance des terres communes et usages réglementés des terres privées. Or l'Assemblée constituante entend faire du droit de propriété privée la pierre d'angle de la nouvelle société. Déçus par l'obligation de rachat des droits féodaux autres que personnels, les paysans s'estiment lésés par la non-reconnaissance du droit communautaire. De nombreux délits ruraux commis sur des propriétés soumises au droit privatif sont signalés en 1791 à Clermont, Tourbes, Florensac (dépaissance), en 1792 à Vias en 1793 à Fontès (coupes de bois), plus tard à Aniane, Saint-Guilhem... La loi du 10 juin 1793 autorisant le partage des biens communaux, à part égales et par lots tirés au sort n'a pas eu les effets escomptés par les législateurs.

L'engagement de Pézenas dans le mouvement fédéraliste scande le cours de l'été 1793. Le maire de Montpellier, Durand, prend la tête du comité central des 55 assemblées primaires de l'Hérault en sécession avec Paris. Annequin de Pézenas est secrétaire, avec Fabregettes de Lodève. L'aventure tourne court, les registres des délibérations de la ville de Pézenas, la plus engagée aux côtés de Montpellier, sont brûlés « afin qu'on ne connaisse pas ce qui fut dit ». Annequin échappe à la répression qui s'abat sur les fédéralistes tandis que Durand incarcéré à la Force en novembre 1793 est exécuté en janvier 1794. Une vingtaine de destitutions ont lieu à Pézenas et l'application de la loi des suspects légitime la chasse aux Girondins. Les Montagnards s'imposent dans les rouages administratifs et politiques, les sociétés populaires sont toutes puissantes, la France profonde est mise au pas parisien.

Les difficultés économiques assombrissent encore la vie quotidienne au cours de l'an II (1793-94). Les récoltes céréalières sont toujours déficitaires, le commerce des grains est désorganisé, la chute de l'assignat irrémédiable. La loi du maximum (septembre 1793) se donne pour but d'assurer à chacun le « pain de l'égalité » maximum des prix, des salaires ; visites domiciliaires afin de lutter contre « accapareurs » et autres « agioteurs » ; réglementation très stricte de la fabrication et de la vente du pain afin de palier aux besoins de la population indigente (un tiers de la population de Pézenas).

La guerre est aux portes de la région depuis l'ouverture du front espagnol (mars 1793). L'armée est exigeante en ravitaillement et matériel. Les réquisitions vont bon train. L'heure est à l'appel de volontaires pour le front. Les levées de contingents suscitent de vives oppositions : certains célibataires se réfugient alors dans le mariage (le taux de nuptialité augmente à Montagnac, Pézenas). Les déserteurs se rassemblent dans les bois du côté de Saint-Guilhem d'où ils gagnent les hautes terres de Lozère. Des hôpitaux pour blessés de guerre s'ouvrent à Gignac, Aniane, Clermont...

L'an II de la République est aussi celui de la révolution culturelle. Avec, l'application obligatoire du calendrier de l'audois Fabre d'Églantine, elle impose le changement du rythme annuel, l'adoption de nouveaux prénoms et l'établissement de nouvelles fêtes. C'est à cette occasion que Saint-André-de-Sangonis devient Beaulieu, Saint-Saturnin Lucian et Saint-Guilhem-le-Désert Verdus-le-Désert.

Les cultes religieux sont interdits. Les populations catholiques ne se résignent pas. Lors de la vente des biens du clergé, elles se sont déclarées hostiles à la spoliation. Des pétitions ont circulé en faveur du maintien des religieux bénédictins et capucins. En mars 1791, à Aniane, une manifestation a tenté de préserver les biens appartenant aux bénédictins. L'agitation a rebondi avec l'obligation du serment contenue dans la constitution civile du clergé. Refuser, revient à se montrer rebelle aux ordres du pouvoir légitime et souverain ; le refus équivaut à une démission, l'acceptation implique une adhésion civique au nouveau régime. Le schisme s'est accompli avec la condamnation par le pape Pie VI de la constitution civile du clergé : l'Église réfractaire s'oppose à la constitutionnelle. Nombreuses sont les populations à s'opposer à l'installation de prêtres jureurs à Clermont, Aniane, Gignac, Pézenas... autant de pôles réfractaires durant toute la durée de la Révolution.

La chute de Robespierre (thermidor an II ; juillet 1794) marque un nouveau tournant historique. Les notables chassent les sans-culottes du pouvoir, qui deviennent les suspects du moment : les « terroristes » remplacent les fédéralistes dans les prisons. Une nouvelle constitution est élaborée en l'an III, impuissante à rétablir l'ordre politique. Les aristocrates « relèvent la tête », les factions s'affrontent un peu partout. Aussi les administrateurs sont-ils attentifs à l'état de l'esprit public. En nivôse an IV, « l'esprit général est bon et la tranquillité règne » dans les cantons de Montpeyroux, Aniane, Montagnac. Les municipalités royalistes sont repérées dans les cantons de Clermont et Florensac.

L'année suivante, les rapports officiels indiquent que le royalisme a renforcé ses bastions dans les cantons de Clermont, Montpeyroux, Saint-André. Le clergé réfractaire s'active à Montpeyroux, Gignac, Clermont. La jouissance des biens nationaux est troublée à Aniane, Gignac.

Au cours de l'an V et de l'an VI, Royalistes et prêtres réfractaires tiennent le haut du pavé à Arboras, Saint-Félix, Gignac, Clermont, Aniane. Après le coup d'État de Fructidor an V, les destructions des arbres de la liberté s'opèrent à Saint-Guilhem, Saint-Jean-de-Fos, Gignac. Insoumis, déserteurs, vagabonds s'assemblent en bandes ; les bois de la Taillade leur servent de quartier général. L'amalgame en fait des « brigands royaux » ; en 1797, le bruit se répand autour de Gignac que les Royalistes sont sur le point de lancer une offensive. En fait, elle partira de la Haute-Garonne, deux ans plus tard.

Dans ces temps de profonde division, les assemblées scissionnaires se produisent (Gignac), des villes sont mises en état de siège (Pézenas, Gignac). L'anarchie n'épargne pas la vallée de l'Hérault où les populations aspirent comme ailleurs à la paix sociale. A Gignac, le 31 décembre 1799, la troupe de danseurs qui salue l'aube du XIX<sup>e</sup> siècle aux cris de « Vive Bonaparte » est applaudie.

L'ensemble des communications réunies ici pour enrichir la connaissance de la période révolutionnaire dans la vallée de l'Hérault permet de mettre l'accent sur la vie religieuse (contribution : d'André Nos) sur le comportement politique populaire (contribution de Claude Alberge) et la conjoncture économique (contribution de J.-F. Lalanne). Autant de facettes pour une histoire révolutionnaire complexe.

## Année de parution : 1990

### AU SOMMAIRE DU VOLUME 1989-1990



*Paul AMBERT, Jean-Claude GILLY et collaborateurs*, Le site de la source de la Resclauze à Gabian (Hérault) (hydrochimie, travertinisation holocène, archéologie et histoire) : état actuel des connaissances ;

*Monique CLAVEL-LEVEQUE*, Les paysages antiques : le territoire d'Agde et les sédimentations cadastrales ;

*Carol HEITZ*, Saint Benoît d'Aniane, réformateur, bâtisseur ;

*Brigitte UHDE-STAHN*, Un plan inédit du monastère médiéval d'Aniane ;

*Henri BARTHES*, Inventaire sommaire de la collection de Doat (Bibliothèque nationale), première partie, volumes de la « série géographique » : Béziers ;

*Jean-Claude RICHARD et Pierre UCLA*, Saint-Guilhem-le-Désert : des guerres de religion à l'érudition mauriste (XVI<sup>e</sup>-XVIII<sup>e</sup> siècles) ;

*Alice Mary COLBY-HALL*, Le voyage d'un Orangeois Jacques de la Pise, à l'abbaye de Saint-Guilhem-le-Désert, en 1573 ;

*Florence JOURNOT ET Aimé DURAND*, Le château de Montpeyroux et son terroir : aperçu archéologique et historique ;

*Béatrice RIVET*, Notes sur la parfumerie et les marchands-parfumeurs de Montpellier (XVI<sup>e</sup>-XVIII<sup>e</sup> siècles) ;

*François DAVID*, L'église paroissiale d'Aniane d'après les visites pastorales des évêques de Montpellier au XVII<sup>e</sup> siècle ;

*Daniel ODON-HUREL*, Le séjour de dom Edmond Martène et de dom Ursin Durand entre Saint-Chinian et Albi en octobre 1711 ;

*Jean-Claude GAUSSENT*, A Sète au milieu du XVIII<sup>e</sup> siècle : tensions religieuses et émotion populaire ;

*Maurice PACULL*, Guillaume Mirabel, général de la Révolution (1752-1794) ;

*Geneviève GAVIGNAUD*, Vivre la Révolution dans la vallée de l'Hérault (1789-1799) ;

*Claude ALBERGE*, Une jacquerie en pays d'Hérault en juin 1791 : le sac des châteaux d'Arboras et de Montpeyroux ;

*André NOS*, Religion et Révolution en pays d'Hérault ;

*Jean-François LALANNE*, L'économie de la garrigue et le travail des hommes à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle ;

*Michel MARTINEZ*, Orient de Montpellier : Loge G. O. des amis fidèles (1779-1793), inventaire des sources ;

*Marcel HENNAUX*, Les victimes du coup d'État du 2 décembre 1851 dans l'Hérault ;

*Odon ABBAL*, Les Héraultais dans la Grande Guerre ;

*Jean-Claude BARTHEZ*, L'Orb, l'eau et la ville ;

*Louis SECONDY*, La littérature locale au service de l'histoire des mentalités ;

*Alain RIOLS*, Le jumart, mythe biologique ou mystification populaire ;

*Geneviève GAVIGNAUD*, De la diversité des presoirs fin XIX<sup>e</sup>-début XX<sup>e</sup> siècle

#### **CHRONIQUES :**

*Jean NOUGARET*, Archéologie médiévale, histoire de l'art, bibliographie : 1987-1990 ;

*Henri MICHEL*, Histoire moderne (1989-1990).